

Lettre ouverte à Monsieur le Premier Ministre,

Monsieur le premier Ministre, vous dénoncer avec véhémence la violence des « Gilets Jaunes » que pensez-vous des violences économiques et physiques que subissent les travailleurs!

Notre syndicat SUD travail composé d'agents de l'inspection du travail qui sont les témoins de l'évolution du travail de sa déshumanisation, de son intensification, de sa perte de sens au quotidien,

Nous qui sommes confrontés à l'absurdité des politiques managériales centrées sur le contrôle des corps et des esprits, l'individualisation, la hiérarchisation, la soumission des travailleurs, la destruction des autonomies,

Nous qui côtoyons dans leur misère les travailleurs les plus démunis, sans papier, sans contrat, sans fiche de paie, sans collectif, sans représentation syndicale, sans statut pérenne, sans avenir dans le travail,

Nous qui constatons les discriminations qui sont légions en entreprises et les violences physiques et psychiques des campagnes répressives contre les organisations syndicales et leurs militants syndicaux,

Nous qui relevons dans nos procédures, trop souvent classées par les parquets, trop peu condamnées par les tribunaux, les violations des droits les plus fondamentaux des travailleurs, droit aux congés, droit de faire grève, droit d'être payé notamment avec les majorations d'heures supplémentaires, droit au repos, droit d'être représentés,

Nous qui comptons les morts du travail, les malades agonisants du travail, les accidentés du travail et les brisés du travail, ceux qui ne pourront plus jamais travailler,

Nous qui avons vu le code du travail protecteur être rongé et déstructuré peu à peu depuis un demi-siècle par des lois inversant la hiérarchie des normes, des lois dérogeant toujours plus aux principes fondamentaux du droit, des lois complexifiant les interprétations pour créer des niches sociales d'économie pour les employeurs, des lois pour limiter l'expression collective, des lois supprimant tout simplement les dispositions favorables aux travailleurs, des lois détruisant le service public de l'inspection du travail au service des travailleurs, des lois donnant toujours plus de subventions aux entreprises sans contrôle public de leurs affectations,

Nous dénonçons des violences qui ne sont jamais relayées dans les médias, des violences qui ne sont jamais condamnées par votre gouvernement, des violences moins visibles car confinées dans l'entreprise mais qui cependant font des milliers de morts, de mutilés et de blessés,

Ces violences économiques et physiques que les travailleurs subissent, que nous dénonçons, et contre lesquelles nous luttons au quotidien de par notre fonction, qu'en pensez-vous Monsieur le Premier Ministre ? Votre silence à ce sujet est assourdissant !

Quelle conception de l'ordre public social faut-il avoir pour spéculer ainsi sur la violence et promouvoir des dispositifs répressifs d'atteinte aux libertés fondamentales quand la crise qui frappe notre pays et les violences qui en découlent sont précisément liées au recul du droit, et de sa force symbolique, censés protéger les plus démunis, notamment au quotidien dans le travail ?

Nous qui sommes fonctionnaires et citoyens appelons le gouvernement actuel à faire preuve de clairvoyance et de justice en s'attaquant aux causes sociales de la révolte qui éclate dans les rues et les entreprises plutôt qu'en alimentant une escalade répressive qui fait et fera le jeu de l'extrême droite et de la haine.

Nous dénonçons également le contexte de répression et de violences policières dirigées contre les mobilisations et particulièrement contre celles en lien avec des revendications sociales.

Nous appelons ainsi le gouvernement à s'attaquer aux véritables maux qui gangrènent notre contrat social : c'est à dire à la précarité, l'absence de redistribution égalitaire des richesses, l'érosion des droits protecteurs de toutes les catégories de travailleurs et de chômeurs, aux problèmes de santé publique et notamment celui que génèrent les organisations de travail managériales délétères, à l'intensification du travail et aux durées excessives de travail.

Toute crise politique se développe dans le ventre fécond de l'injustice et de l'inégalité au quotidien dans l'espace public et dans le travail, aussi est-il urgent de rétablir les droits des travailleurs.

En ce sens, toutes les revendications propres à notre ministère que nous portons sont justifiées notamment par les valeurs suivantes :

- La défense d'un service public gratuit, pour toutes et tous, de proximité, au service des 20 millions de travailleurs, qui garantisse l'égalité de traitement et l'équité entre les usagers
- L'égalité de rémunération et de traitement entre femme et homme
- L'augmentation de nos salaires et en particulier des plus bas, à savoir ceux des catégories C
- L'accès à l'emploi dans les services publics pour tous y compris pour les personnes pas ou peu qualifiées.

Croyez en les agents de terrains, nous affirmons qu'il n'ait pas besoin de plus d'ordre mais de plus de droit, seul rempart à la loi du plus fort et à la violence qu'elle génère !